

## CONDITIONS GENERALES D'UTILISATION DU SERVICE « ACTE D'AVOCAT ELECTRONIQUE »

### DESCRIPTION DU SERVICE

Le CNB propose aux avocats un service en ligne de signature électronique des actes d'avocats accessible à tous les avocats inscrits à e-Barreau. Seuls les avocats disposant d'une Clé Avocat pourront signer les actes, ceux disposant simplement d'un compte e-Dentitas pouvant simplement préparer, enregistrer, consulter et partager les actes.

Ce service permet à l'ensemble des avocats de proposer à leurs clients la signature d'actes entièrement électroniques sans que les clients aient à se munir, préalablement, d'un quelconque certificat ou d'un autre outil de signature électronique.

Ces actes, présentés sous la forme de fichier(s) PDF, pourront être signés, remis aux clients et archivés sur la plateforme hautement sécurisée du CNB conformément à la réglementation applicable en la matière et aux présentes Conditions Générales d'Utilisation (CGU).

Le service est disponible via un parapheur électronique ouvert par un avocat rédacteur qui coordonne l'ensemble des opérations. Le parapheur est aussi accessible par les avocats cosignataires et les clients des avocats dans les conditions indiquées aux présentes CGU.

L'avocat rédacteur dépose le ou les documents constituant l'acte d'avocat électronique dans le parapheur où ils pourront être signés électroniquement par les clients.

Afin d'apposer sa signature électronique, chaque client reçoit, par courriel, un lien URL lui permettant d'accéder, via un code OTP reçu par SMS, à un environnement contenant l'ensemble des documents mis à sa disposition, ainsi que des présentes CGU.

Pour les clients, cette signature électronique est créée à l'aide d'un certificat électronique généré à la volée et mis à disposition du client concerné dans l'environnement sécurisé au moment où il aura décidé de signer l'acte.

Pour l'avocat rédacteur et l'avocat cosignataire, cette signature s'opère à l'aide d'un certificat électronique qualifié agréé par le CNB.

A l'issue du processus de signature par tous les clients et avocats participants, l'acte d'avocat électronique est formé. Tous les éléments le constituant sont réunis dans une archive scellée par le parapheur électronique.

Un système d'archivage électronique a été mis en place par le CNB et permet d'assurer une conservation sécurisée de l'acte d'avocat électronique et des données y afférentes en conformité avec la norme Afnor NF Z42-013 pour une durée de cinq (5) ans à compter du jour de la signature.

## Sommaire des CGU

<a href="#"><u>Article n°1.</u></a>	<a href="#"><u>Contenu et champ d'application</u></a>
<a href="#"><u>Article n°2.</u></a>	<a href="#"><u>Définitions</u></a>
<a href="#"><u>Article n°3.</u></a>	<a href="#"><u>Mentions légales</u></a>
<a href="#"><u>Article n°4.</u></a>	<a href="#"><u>Modalités d'accès au Service</u></a>
<a href="#"><u>Article n°5.</u></a>	<a href="#"><u>Description du Service</u></a>
<a href="#"><u>Article n°6.</u></a>	<a href="#"><u>Responsabilités du CNB</u></a>
<a href="#"><u>Article n°7.</u></a>	<a href="#"><u>Responsabilités de l'Avocat</u></a>
<a href="#"><u>Article n°8.</u></a>	<a href="#"><u>Responsabilités du Client</u></a>
<a href="#"><u>Article n°9.</u></a>	<a href="#"><u>Propriété Intellectuelle</u></a>
<a href="#"><u>Article n°10.</u></a>	<a href="#"><u>Protection des données à caractère personnel</u></a>
<a href="#"><u>Article n°11.</u></a>	<a href="#"><u>Modifications</u></a>
<a href="#"><u>Article n°12.</u></a>	<a href="#"><u>Cession des CGU</u></a>
<a href="#"><u>Article n°13.</u></a>	<a href="#"><u>Stipulations diverses</u></a>
<a href="#"><u>Article n°14.</u></a>	<a href="#"><u>Convention de preuve</u></a>
<a href="#"><u>Article n°15.</u></a>	<a href="#"><u>Politique de service</u></a>
<a href="#"><u>Article n°16.</u></a>	<a href="#"><u>Loi applicable – Règlement des litiges</u></a>

## **Article n°1. Contenu et champ d'application**

Les présentes conditions générales d'utilisation, (ci-après les « CGU »), ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le CNB met à disposition des Avocats le Service ainsi que les obligations réciproques de chaque partie (CNB et Utilisateurs) dans le cadre de l'utilisation du Service. En conséquence, l'Utilisateur accepte, sans réserve, les présentes CGU dans leur intégralité avant toute utilisation du Service. La simple utilisation du Service emporte automatiquement acceptation de l'Utilisateur aux présentes CGU. Le CNB se réserve la faculté de modifier les présentes CGU dans les conditions indiquées à l'article 11 ci-après.

## **Article n°2. Définitions**

Les mots et expressions ci-après commençant par une lettre majuscule, au singulier ou au pluriel, sont employés dans les présentes avec la signification suivante :

**Abonné à e-Barreau** : Avocat (Rédacteur, Co-Signataire ou Tiers), doté d'une Clé Avocat et ayant accès à e-Barreau. L'utilisation de e-Barreau est soumise à des conditions distinctes des présentes CGU, que l'Avocat déclare connaître et avoir acceptées.

**Acte d'Avocat** : acte sous seing-privé créé par la loi n° 2011-331 du 28 mars 2011 de modernisation des professions judiciaires ou juridiques et certaines professions réglementées. L'Acte d'Avocat est élaboré par un Avocat, seul ou en collaboration avec un autre professionnel, pour le compte d'une ou plusieurs Clients, assisté(s) ou non de conseils, et dont la signature est apposée sur l'Acte. L'Acte d'Avocat est encadré par l'article 7 du Règlement Intérieur National (RIN) des Avocats. Conformément aux dispositions de la loi précitée, l'Acte d'Avocat doit être contresigné par les Avocats de chacune des parties ou par l'Avocat de toutes les parties.

**Acte d'Avocat Electronique (ou e-AA)** : Acte d'Avocat signé électroniquement. La création d'un Acte d'Avocat Electronique fait l'objet d'une procédure spécifique décrite dans le Parapheur Electronique. Chaque nouvel Acte d'Avocat Electronique nécessite l'acceptation, par l'Utilisateur, des présentes CGU.

**Autorité de Certification (ou AC)** : entité technique en charge de la certification électronique et, notamment, de l'émission des Certificats Electroniques permettant à une personne de signer électroniquement un document. Dans le cadre des présentes, l'Autorité de Certification fabriquant les Certificats Electroniques à la Volée associés au Service est le Prestataire.

**Autorité d'Enregistrement (AE)** : entité qui vérifie que les demandeurs ou les porteurs de Certificats Electroniques sont identifiés, que leur identité est authentique et que les contraintes liées à l'usage d'un Certificat Electronique sont remplies, toute cela conformément à une politique de certification. Dans le cadre des présentes, l'Autorité d'Enregistrement est le CNB et l'Avocat Rédacteur a la qualité d'Autorité d'Enregistrement Déléguée pour la délivrance des Certificats Electroniques à la Volée.

**Avocat** : personne physique inscrite à un tableau de l'Ordre des Avocats d'un barreau français de la Métropole ou d'un département d'Outre-Mer qui a souscrit au(x) Service(s). L'Avocat doit être Abonné à e-Barreau pour pouvoir bénéficier du Service.

**Avocat Rédacteur** : Avocat responsable de l'Acte d'Avocat Electronique et qui est un Abonné e-Barreau. Il est en charge de déterminer si l'acte envisagé est un Acte d'Avocat et ne relève pas du monopole d'une autre profession réglementée et si l'Acte d'Avocat est susceptible de dématérialisation conformément aux articles 1174, et 1367 du Code civil. En outre, l'Avocat Rédacteur (i) déclenche l'ouverture d'un Parapheur Electronique et (ii) joue le rôle d'intermédiaire technique entre les parties pour la délivrance des Certificats Electroniques à la Volée en qualité d'AE déléguée.

**Avocat Co-Signataire** : Avocat qui intervient dans la formation de l'Acte d'Avocat Electronique en le contresignant mais qui n'en est pas le rédacteur et qui est un Abonné e-Barreau.

**Avocat Tiers** : Avocat Abonné e-Barreau qui n'est ni le Rédacteur ni le Co-Signataire de l'Acte d'Avocat mais qui souhaite accéder à l'Acte d'Avocat Electronique.

**Bi – clé** : couple clé publique/clé privée qui sont des éléments constituant du Certificat Electronique.

**Cachet Serveur** : fonction de sécurité permettant de garantir l'intégrité des informations contenues dans le Parapheur Electronique.

**Certificat Electronique** : fichier électronique attestant qu'une Bi-clé appartient à la personne physique ou morale ou à un élément matériel identifié, directement ou indirectement (pseudonyme), dans le Certificat.

**Certificat Electronique Qualifié** : Certificat Electronique répondant aux exigences définies à l'article 1 du décret n°2017-1416 du 28 septembre 2017 relatif à la signature électronique. Dans le cadre du Service, le Certificat Electronique Qualifié doit avoir été agréé par le CNB.

**Certificat Electronique à la Volée** : Certificat Electronique délivré par l'Avocat Rédacteur, en sa qualité d'AE déléguée, aux Clients. Il ne sert qu'une fois et pour un Acte d'Avocat Electronique défini. Sa validité est limitée à 24H et la Signature Electronique s'y rapportant ne peut être utilisée à d'autres fins.

**Clé Avocat** : désigne la clé personnelle d'authentification forte, répondant aux spécifications définies par le règlement (UE) n°910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 dit Règlement eIDAS, matérialisée par un Certificat Electronique inscrit sur un support USB dont le CNB est l'Autorité d'Enregistrement administrative, chaque Ordre étant l'Autorité d'Enregistrement déléguée chargée de contrôler l'identité de l'Avocat et de la lui remettre en mains propres. L'utilisation de la Clé Avocat est soumise à des conditions distinctes des présentes CGU, que l'Avocat déclare connaître et avoir acceptées au moment de la commande de sa Clé Avocat ou du renouvellement de son Certificat Electronique.

**Client** : personne physique ou morale client de l'Avocat (et non Avocat) qui a validé et accepté les présentes CGU, lesquelles seront mises à sa disposition lorsqu'il lui sera proposé de signer l'Acte d'Avocat Electronique.

**CNB** : institution représentant l'ensemble des Avocats exerçant en France.

**E-Barreau** : Plateforme, développée et exploitée par le CNB, permettant aux Abonnés e-Barreau munis d'une Clé Avocat de communiquer de manière sécurisée avec les greffes de certaines juridictions et d'avoir accès à différents services *via* le portail [www.e-barreau.fr](http://www.e-barreau.fr).

**Parapheur Electronique** : outil dédié à la création (et à la signature) d'un Acte d'Avocat Electronique et accessible, *via* la Plateforme, à partir d'une page web dédiée dont l'url est <http://www.e-barreau.fr/eAA/cgu.php>. La création d'un Parapheur Electronique ne peut être réalisée que par un Avocat Rédacteur.

**Plateforme** : désigne le site Internet sécurisé « e-acte », développé par le Prestataire permettant aux Utilisateurs d'avoir accès au Service.

**Prestataire** : société ALMERYS dont le siège social est situé 46 rue du Ressort - 63967 CLERMONT-FERRAND Cedex 9, immatriculée au RCS de Clermont-Ferrand sous le numéro 432 701 639 en charge de la conception, de la maintenance et de l'hébergement de la Plateforme et qui est habilitée à émettre les Certificats Electroniques à la Volée associés au Service en qualité d'AC et qui est également en charge du Système d'Archivage Electronique.

**Service** : service de l'Acte d'Avocat Electronique proposé par le CNB aux Utilisateurs à partir de la Plateforme et qui permet de signer et d'archiver électroniquement un Acte d'Avocat.

**Signature Electronique** : fonction de sécurité permettant de garantir l'identité du signataire, l'intégrité du fichier signé et le lien entre le fichier signé et la signature. Le signataire peut être une personne physique pour elle-même ou pour le compte d'une personne morale. Lorsque le signataire est une personne physique, elle traduit aussi la manifestation du consentement du signataire quant au contenu des informations signées (article 1367 du Code civil). La Signature Electronique utilisée par les

Avocats dans le cadre du Service doit être basée sur un Certificat Electronique Qualifié. La Signature Electronique utilisée par les Clients dans le cadre du Service est basée sur un Certificat Electronique à la Volée.

**Système d'Archivage Electronique** : système consistant à recevoir, conserver, traiter, restituer des archives et objets informatiques connexes.

**Utilisateurs** : Avocats qui sont Abonnés e-barreau et Clients (non Avocats) qui utilisent le Service.

### **Article n°3. Mentions légales**

- 1) Le propriétaire et l'éditeur de la Plateforme est :

**Le Conseil National des Barreaux (CNB)**

Siège social : 180 boulevard Haussmann, 75008 Paris

Tel : 01 53 30 85 60

Adresse électronique : web@cnb.avocat.fr

SIRET : 391 576 964

TVA : 391 576 964 00053

Directeur de la publication : Madame Christiane Féral-Schuhl (Présidente)

- 2) La Plateforme a été conçue, est hébergée et maintenue par le Prestataire :

**Société ALMERYS**

Société par actions simplifiée

Capital social : 40.000,00 Euros

RCS de Clermont-Ferrand sous le numéro : 432 701 639

Siège social : 46 rue du Ressort, 63100 Clermont-Ferrand Cedex

SIRET : 432 701 639 00069

### **Article n°4. Modalités d'accès au Service**

#### **4.1 Prérequis matériels et techniques d'ordre général**

L'accès au Service ne peut être proposé que si l'Utilisateur bénéficie d'une configuration informatique compatible, respectant les prérequis suivants et intégralement à sa charge :

- Il dispose d'une connexion à Internet haut débit contractée auprès d'un fournisseur d'accès notoirement connu sur le marché, et est équipé au minimum d'un modem ADSL muni d'une entrée Ethernet.
- Il dispose d'un espace libre suffisant sur son disque dur, ainsi qu'un matériel, un système d'exploitation et un navigateur conformes aux exigences et prérequis décrits sur la Plateforme.
- Il dispose d'un téléphone portable capable de recevoir des messages textes (SMS).

Les autres équipements et moyens matériels éventuels permettant de bénéficier du Service sont également à la charge exclusive de l'Utilisateur et seront précisés, le cas échéant, par le CNB.

#### **4.2 Moyens de Signature Electronique basée sur un Certificat Electronique**

**Pour les Avocats Rédacteurs et Co-Signataires** : pour pouvoir signer un Acte d'Avocat Electronique, l'Avocat Rédacteur et l'Avocat Co-Signataire doivent disposer d'un Certificat Electronique Qualifié agréé par le CNB. Seuls les Avocats disposant d'une Clé Avocat pourront donc signer les Actes d'Avocat Electroniques, ceux disposant simplement d'un compte e-Dentitas pouvant simplement préparer, enregistrer, consulter et partager lesdits Actes.

**Pour les Clients** : la Plateforme met à disposition du Client un Certificat Electronique à la Volée. Celui-ci est créé pour la signature d'un Acte d'Avocat Electronique déterminé. Il est délivré au Client à l'initiative de l'Avocat Rédacteur sur la base des informations qui lui auront été communiquées par le Client concerné au moment où l'Avocat Rédacteur procède aux formalités permettant au Client d'accéder à l'environnement de signature, dans les conditions indiquées ci-après.

Ce Certificat Electronique à la Volée ne pourra être mis en œuvre par le Client qu'après saisie du code d'activation qui lui aura été préalablement transmis par SMS.

#### **4.3 Obtention et fonctions de la qualité d'Autorité d'Enregistrement déléguée**

Une fois que l'Avocat Rédacteur a déclenché l'ouverture d'un Parapheur Electronique, il est enregistré en qualité d'Avocat Rédacteur et accepte d'être Autorité d'Enregistrement déléguée. Il est chargé, en cette qualité, de recueillir les éléments d'identification permettant de délivrer des Certificats Electroniques à la Volée.

A ce titre, l'Avocat Rédacteur doit tout d'abord procéder à la collecte des informations nécessaires à l'identification des Clients telles que, notamment, le nom, prénom, adresse, téléphone, adresse électronique de chaque Client ainsi que le numéro de téléphone mobile personnel qui sera utilisé par ce Client pour la communication des données d'activation via un SMS dans les conditions décrites ci-après. Ces informations pourront être complétées par la fourniture de pièces justificatives. En tout état de cause, l'Avocat Rédacteur doit également prendre une copie électronique d'un document d'identité officiel de chacun des Clients.

L'Avocat Rédacteur doit, en outre, s'assurer de la concordance entre les informations qui lui ont été communiquées par le Client et les informations issues des documents fournis par ce dernier. En particulier, l'Avocat Rédacteur doit s'assurer (i) de l'exactitude du nom et du prénom qui lui ont été communiqués par le Client avec ceux apparaissant sur la copie scannée de la pièce d'identité du Client concerné et (ii) de l'exactitude du numéro de téléphone portable auquel est renvoyé le SMS d'inscription du Client avec celui apparaissant sur la facture de téléphone portable du Client concerné.

#### **4.4 Conditions d'accès au Parapheur Electronique**

Pour pouvoir bénéficier du Service et donc accéder au Parapheur Electronique, l'Utilisateur doit accepter les présentes CGU qui lui sont présentées lors de sa connexion au Service via le Parapheur Electronique. L'Avocat fournit, sous sa responsabilité, les informations techniques demandées qui sont nécessaires pour procéder au paramétrage des équipements d'accès au Parapheur Electronique. Le CNB décline toute responsabilité en cas de dysfonctionnement du Parapheur Electronique résultant d'informations erronées fournies par l'Utilisateur. Au cas où l'Avocat ne serait pas éligible, pour des raisons techniques, à l'accès au Parapheur Electronique, le CNB en informera l'Avocat concerné.

#### **4.5 Création d'un Parapheur Electronique**

Seul un Avocat Rédacteur peut créer un Parapheur Electronique suivant la procédure décrite sur la page web dédiée au Parapheur Electronique. L'ouverture d'un Parapheur Electronique permettra à l'Avocat d'être enregistré en qualité d'Avocat Rédacteur et de déclencher l'émission d'un Certificat Electronique à la Volée pour le Client. Pour ouvrir un Parapheur Electronique, l'Avocat Rédacteur doit réunir, sous forme électronique, l'Acte d'Avocat ainsi que, le cas échéant, les pièces justificatives et complémentaires de l'Acte d'Avocat (annexes, mandats, justificatifs d'identité des personnes physiques, extraits K-Bis etc.) dont la communication est exigée.

Le Parapheur Electronique est ouvert pour une durée, par défaut de six (6) mois, l'Avocat pouvant paramétrer cette durée jusqu'à l'enregistrement de la date de l'Acte d'Avocat.

#### **4.6 Accès au Parapheur Electronique**

Une fois qu'un Parapheur Electronique a été créé par l'Avocat Rédacteur dans les conditions indiquées à l'article 4.5 ci-dessus, l'Avocat Rédacteur peut donner accès au Parapheur Electronique aux Clients après que ces derniers se soient préalablement identifiés. Le Parapheur Electronique invite l'Avocat Rédacteur à saisir des informations permettant l'identification des Clients en fonction des informations qui lui seront communiquées. En particulier, l'Avocat Rédacteur devra obtenir les numéros de téléphone portables des Clients afin que des messages texte puissent leur être adressés (SMS). Il est précisé que chaque Avocat doit vérifier que les informations concernant le Client qu'il représente sont exactes.

## **Article n°5. Description du Service**

Le Service est disponible via le Parapheur Electronique qui a été ouvert par un Avocat Rédacteur et qui est accessible par les Utilisateurs dans les conditions indiquées à l'article 4 ci-dessus.

Une fois que ces étapes sont franchies, un ou plusieurs fichiers relatifs à l'Acte d'Avocat Electronique sont déposés par l'Avocat Rédacteur dans le Parapheur Electronique où ils pourront être signés électroniquement par les Utilisateurs.

Le Parapheur se charge de les sceller et de les horodater automatiquement à l'aide d'un Cachet Serveur. Avant d'apposer sa Signature Electronique, chaque Utilisateur reçoit, par courriel, un lien URL lui permettant d'accéder (une ou plusieurs fois) à un environnement sécurisé et de prendre connaissance de l'ensemble des documents mis à sa disposition dans le cadre du Service et, en particulier, de l'Acte d'Avocat Electronique devant être signé dans le délai fixé par l'Avocat Rédacteur, ainsi que des présentes CGU.

Dans l'hypothèse où toutes les signatures de l'Acte d'Avocat Electronique ne seraient pas obtenues à l'expiration du délai fixé par l'Avocat Rédacteur, le Parapheur Electronique contenant ledit Acte d'Avocat Electronique sera automatiquement détruit. En conséquence, un Acte d'Avocat Electronique partiellement signé n'aura aucune valeur juridique et l'Utilisateur reconnaît que le CNB n'est en aucun cas tenu de conserver et de communiquer à l'Utilisateur un Acte d'Avocat Electronique ne réunissant pas l'ensemble des Signatures Electroniques des signataires de l'Acte d'Avocat Electronique concerné.

L'accès à l'environnement sécurisé est protégé par un code OTP communiqué au Client par SMS sur le numéro de téléphone portable qu'il aura indiqué.

Pour les Clients, cette Signature Electronique est créée par à l'aide d'un Certificat Electronique à la Volée, généré et mis à disposition du Client concerné dans l'environnement sécurisé, au moment où il aura décidé de signer l'Acte, dans les conditions indiquées à l'article 4.3 ci-dessus. Une fois que les Clients (non Avocats) ont signé, le Parapheur Electronique permet la signature de l'Acte par les Avocats. Chaque Avocat crée sa Signature Electronique à l'aide de son Certificat Electronique Qualifié. L'Avocat Rédacteur crée sa Signature Electronique après tous les autres Avocats Co-Signataires. A l'issue du processus de signature par tous les Utilisateurs, l'Acte d'Avocat Electronique est formé et tous les éléments le constituant sont réunis dans une archive scellée par le Parapheur Electronique.

Un Système d'Archivage Electronique a été mis en place par le CNB et permet d'assurer une conservation sécurisée de l'Acte d'Avocat Electronique et des données y afférentes communiquées dans le cadre du service de l'Acte d'Avocat Electronique en conformité avec la norme AFNOR NF Z42-013 pour une durée de cinq (5) ans à compter du jour de signature. Tout Utilisateur (Avocat et/ou Client) peut accéder librement à l'Acte d'Avocat pendant cette durée.

## **Article n°6. Responsabilités du CNB**

Le CNB sera responsable envers l'Utilisateur selon les règles du droit commun pour tout dommage direct et prévisible de quelque nature qu'il soit. Le CNB est responsable de son personnel et de ses sous-traitants.

L'Utilisateur reconnaît et accepte que le CNB ne peut aucunement être responsable :

- des dommages qui résulteraient du fait d'un Utilisateur et/ou d'un tiers et/ou d'un cas de force majeure
- des dommages indirects au sens de l'article 1231-4 du Code civil.

En outre, le CNB n'assume aucun engagement ni responsabilité, de quelque forme que ce soit, en ce qui concerne :

- le contenu intellectuel des documents qui transitent via la Plateforme et qui relèverait de la compétence professionnelle des Avocats ;
- l'exactitude des données d'identification ou autres données fournies par l'Utilisateur dans le cadre du Service ;
- les conséquences en cas de défaillance des équipements et/ou réseaux informatiques d'un Utilisateur (ordinateur, téléphone etc.) ;
- les conséquences en cas d'interruption ou de défaillance du réseau Internet et/ou des services d'accès à Internet qui ne relèveraient pas de la responsabilité du Prestataire ;
- Les conséquences du non-respect des consignes d'utilisation données par le CNB et, de façon générale, de toute utilisation du Service par un Utilisateur non conforme aux stipulations des présentes CGU.

## **Article n°7. Responsabilités de l'Avocat**

L'Avocat s'engage à tenir à jour les informations le concernant et, notamment, celles figurant dans le tableau de son ordre professionnel et à informer le CNB de toute erreur et/ou inexactitude relative à l'une quelconque de ses informations personnelles.

L'Avocat est informé que tout changement relatif à son identification, et le temps de traitement administratif subséquent, peut potentiellement entraîner une interruption momentanée du Service que le CNB et le Prestataire feront leurs meilleurs efforts de limiter.

L'Avocat fait son affaire personnelle et demeure exclusivement responsable :

- du respect des conditions exigées à l'article 4 ci-dessus relatifs aux conditions nécessaires pour bénéficier du Service ;
- de ses Certificats Electroniques et autres identifiants qu'il s'engage à ne jamais communiquer ou à laisser accessibles à des tiers.

En outre, l'Avocat s'engage, dans le cadre du Service, à respecter les règles suivantes :

- Ne procéder à aucune action qui constitue une violation des droits du CNB ou de tiers, en particulier de leurs droits de propriété intellectuelle ;
- Ne pas utiliser le Service de façon contraire aux règles déontologiques de la profession d'Avocat, notamment par la violation du secret professionnel auquel il est tenu ou aux principes de dignité, loyauté, discrétion et délicatesse ;
- Utiliser le Service dans le strict respect de la loi et des règles professionnelles françaises et des réglementations en vigueur.

L'Avocat est informé que le CNB peut supprimer temporairement ou définitivement son accès au Service dès lors qu'il ne respecterait pas les présents engagements et, de façon plus générale, l'ensemble des obligations auxquelles il est tenu conformément aux présentes CGU.

## **Article n°8. Responsabilités du Client**

Le Client s'engage à tenir à jour les informations le concernant et à informer l'Avocat Rédacteur de toute erreur relative à l'une quelconque de ses informations personnelles. Le Client est informé que tout changement relatif à son identification, et le temps de traitement administratif subséquent, peut potentiellement entraîner une interruption momentanée du Service que le CNB et le Prestataire feront leurs meilleurs efforts de limiter.

Le Client fait son affaire personnelle et demeure exclusivement responsable :

- du respect des conditions exigées à l'article 4 ci-dessus relatifs aux conditions nécessaires pour bénéficier du Service ;
- de ses Certificats Electroniques à la Volée et autres identifiants qu'il s'engage à ne jamais communiquer ou à laisser accessibles à des tiers.

En outre, le Client s'engage, dans le cadre du Service, à respecter les règles suivantes :

- Ne procéder à aucune action qui constitue une violation des droits du CNB ou de tiers, en particulier de leurs droits de propriété intellectuelle ;
- Utiliser le Service dans le strict respect de la loi et des règles professionnelles françaises et des réglementations en vigueur.

Le Client est informé que le CNB peut supprimer temporairement ou définitivement son accès au Service dès lors qu'il ne respecterait pas les présents engagements et, de façon plus générale, l'ensemble des obligations auxquelles il est tenu conformément aux présentes CGU.

## **Article n°9. Propriété Intellectuelle**

L'Avocat est et demeure titulaire, le cas échéant, de l'ensemble des données et informations qu'il fait transiter dans le cadre du Service, dont il assume l'entière responsabilité.



Le CNB et le Prestataire sont et restent respectivement propriétaires de l'ensemble des droits, notamment de propriété intellectuelle, attachés à tous les éléments matériels, documentaires et logiciels (manuel d'installation, logiciels associés, progiciels, configurations, paramétrages, Plateforme etc.) qu'ils mettent à disposition de l'Utilisateur dans le cadre du Service (ci-après les « Eléments »).

Les présentes CGU ne confèrent à l'Utilisateur aucun droit de propriété sur les Eléments et leur mise à disposition temporaire pour les besoins des présentes CGU ne saurait s'analyser comme la cession d'un quelconque droit de propriété intellectuelle au bénéfice de l'Utilisateur, au sens du Code de la propriété intellectuelle.

Le CNB et son Prestataire concèdent seulement à l'Utilisateur, à titre non exclusif, personnel et non-transférable un droit d'utilisation temporaire sur les Eléments, limité aux seuls besoins de l'accès et utilisation au Service, qui lui est automatiquement retiré en cas de cessation d'utilisation du Service pour quelque raison que ce soit. En tout état de cause, le CNB ne pourra être tenu responsable de l'utilisation par l'Utilisateur de tout ou partie des Eléments, l'Utilisateur étant et restant à tout moment le seul responsable des conséquences juridiques et financières attachées à l'utilisation qu'il fait de tout ou partie des Eléments. L'Utilisateur s'engage à ne faire aucun usage des Eléments, susceptible de porter atteinte aux droits de propriété industrielle ou intellectuelle du CNB et/ou du Prestataire.

#### **Article n°10. Protection des données à caractère personnel**

Le CNB, en sa qualité de responsable de traitement, est amené à traiter les données personnelles des Utilisateurs pour les besoins de la fourniture du Service.

Ce traitement est nécessaire à l'exécution des présentes CGU, base juridique du traitement, auxquelles l'Utilisateur est partie.

Ces données sont destinées au personnel habilité du CNB ainsi qu'à des tiers hébergeant et/ou assurant le support la Plateforme, notamment le Prestataire.

Le CNB ne transfère pas les données hors de l'Union Européenne.

Les données de l'Utilisateur sont conservées pendant la durée des CGU, augmentée des délais de prescription applicables. Par dérogation à ce qui précède, les données de connexion de l'Utilisateur sont conservées pendant la durée du contrat entre le CNB et le Prestataire, augmentée des délais de prescription applicables.

Concernant les données des Clients, elles sont collectées par l'Avocat. Il s'agit des données personnelles suivantes :

- Genre ;
- Nom ;
- Prénom ;
- Date de naissance ;
- Numéro de téléphone mobile ;
- Adresse e-mail.

Concernant les données des Avocats, elles sont collectées soit directement auprès de l'Avocat, soit automatiquement interconnectées avec les données issues de l'annuaire national des avocats géré par le CNB d'après les informations transmises par les ordres professionnels, pour les besoins du Service.

Les données qui proviennent directement des informations enregistrées auprès des ordres professionnels d'appartenance du ressort de chaque Avocat sont les suivantes :

- Nom ;
- Prénom ;
- Numéro CNBF ;
- Barreau de rattachement ;
- Date de prestation de serment.

En conséquence, le CNB n'est pas en mesure de procéder à des modifications sur cette catégorie de données, et celles-ci ne sont pas non plus modifiables par l'Avocat depuis la Plateforme. En cas d'erreur, d'obsolescence, d'incomplétude ou de manière générale, en cas de modifications nécessaires de ces données, l'Avocat est invité à se rapprocher immédiatement de son ordre d'appartenance ou, pour les Avocats parisiens, du service de l'exercice professionnel de leur ordre. L'Avocat reconnaît et accepte que dans ce cas, le Service sera, le cas échéant, suspendu le temps de traitement administratif et technique qu'il faudra pour réactualiser ses informations à la suite des modifications ainsi signalées.

Les autres données fournies directement par les Avocats ou leur activité sur la Plateforme sont les suivantes :

- Adresse email,
- Numéro de téléphone mobile.

Le CNB collecte également les données de connexion de l'Utilisateur (logs, actions de l'Utilisateur sur la Plateforme).

L'Utilisateur dispose d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement, de limitation du traitement de ses données, d'un droit d'opposition au traitement de ses données, d'un droit à la portabilité de ses données. L'Utilisateur dispose également d'un droit de formuler des directives spécifiques et générales concernant la conservation, l'effacement et la communication de ses données post-mortem. En ce qui concerne les directives générales, elles devront être adressées à un tiers de confiance numérique certifié la CNIL.

La communication de directives spécifiques post-mortem et l'exercice des droits s'exercent par courrier accompagné d'une copie d'un titre d'identité signé à l'adresse postale suivante : Conseil National des Barreaux, Délégué à la protection des données, 180, boulevard Haussmann, 75008 Paris ou par courriel à l'adresse : [donneespersonnelles@cnb.avocat.fr](mailto:donneespersonnelles@cnb.avocat.fr).

L'Utilisateur dispose également du droit d'introduire une réclamation auprès de la CNIL.

#### **Article n°11. Modifications**

Le CNB peut être amenée à tout moment à procéder à des modifications du Service et des présentes CGU. L'Utilisateur sera informé de toute modification, par tout moyen à la convenance du CNB et moyennant un préavis raisonnable. Les dernières CGU en vigueur seront consultables par tout Utilisateur de la Plateforme via le Parapheur Electronique. Pour éviter toute ambiguïté, le transfert des CGU au profit d'un tiers du choix du CNB ne constitue pas une modification au sens du présent article compte tenu de l'autorisation de la cession donnée par l'Avocat à l'article 12 « Cession des CGU » ci-dessous.

#### **Article n°12. Cession des CGU**

L'Utilisateur reconnaît et accepte que le CNB peut librement céder, apporter ou transférer, sous quelque forme que ce soit, ses droits et obligations résultant des présentes CGU à un tiers de son choix, notamment au Prestataire. L'Utilisateur déclare, ainsi, accepter, par anticipation, tout changement intervenant dans la personne du CNB qui sera par conséquent, dès le premier jour de la cession des présentes CGU, entièrement libéré de ses obligations au titre de l'abonnement et de la fourniture du Service.

L'Utilisateur ne pourra en aucun cas s'opposer ni sur le principe de la cession, ni sur l'identité du cessionnaire qui sera ainsi entièrement et automatiquement subrogé dans les droits et obligations du CNB résultant des présentes CGU. L'Utilisateur ne peut, en aucun cas céder ou transmettre à un tiers à titre onéreux ou gratuit sous quelque forme que ce soit le bénéfice des présentes sans l'accord du CNB.

#### **Article n°13. Stipulations diverses**

La renonciation à se prévaloir de tout manquement aux présentes CGU ne vaut pas renonciation à se prévaloir de tout autre manquement ultérieur identique ou différent. Si l'une quelconque des stipulations des présentes CGU était déclarée nulle ou

caduque par application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, elle serait réputée non écrite et les autres stipulations garderont leur force et leur portée.

#### **Article n°14. Convention de preuve**

En sus des dispositions légales reconnaissant la valeur probante de l'écrit électronique, les Utilisateurs reconnaissent la validité et la force probante des courriers électroniques, des SMS, et des notifications effectuées par le CNB via la Plateforme des documents numérisés échangés entre eux dans le cadre du Service, ainsi que de tous enregistrements électroniques conservés par le CNB ou son Prestataire dans le cadre du Service.

#### **Article n°15. Politique de service**

Le document « Politique de Service de l'Acte d'Avocat Electronique » décrit le cadre fonctionnel et juridique des Services apportés par la Plateforme permettant de signer et d'archiver électroniquement un Acte d'Avocat et, notamment, la mise en œuvre de la Signature Electronique de chacune des catégories d'Utilisateurs à cette occasion. Ce document est disponible sur la Plateforme.

#### **Article n°16. Loi applicable – Règlement des litiges**

Les présentes CGU sont soumises au droit français.

**POUR LE REGLEMENT DE TOUT DIFFEREND ENTRE LES PARTIES RELATIF AUX PRESENTES CGU, IL EST FAIT EXPRESSEMENT ATTRIBUTION DE COMPETENCE AU TRIBUNAL JUDICIAIRE DE PARIS, MEME EN CAS DE DEMANDE INCIDENTE OU EN GARANTIE ET NONOBTANT PLURALITE DE DEFENDEURS.**



### **Acte d'Avocat électronique**

Identifiant unique de l'Acte : 20211230192238-1nTdxI7VI9TyPrCSh

**Type d'acte :** Droit des sociétés

**Nombre de page(s) signée(s) au total :** 13    dont 2    page(s) de signature

Document original électronique sécurisé et signé sur le service eActe du Conseil National des Barreaux  
sous le contrôle d'avocats inscrits à un Barreau Français





### **Acte d'Avocat électronique**

Identifiant unique de l'Acte : 20211230192238-1nTdxI7VI9TyPrCSh

**Type d'acte :** Droit des sociétés

**Nombre de page(s) signée(s) au total :** 13    dont 2    page(s) de signature

Document original électronique sécurisé et signé sur le service eActe du Conseil National des Barreaux  
sous le contrôle d'avocats inscrits à un Barreau Français

